

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DU BAS-RHIN
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE AMÉNAGEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Zone d'aménagement concerté (ZAC) Jean Monnet à ECKBOLSHEIM

**Déclaration d'utilité publique
et mise en compatibilité
du plan local d'urbanisme**

Mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité du PLU, prévue aux articles L 123-14 et suivants du code de l'urbanisme

**COMPTE RENDU
de la réunion d'examen conjoint
du 11 mars 2015**

OBJET:

Examen du projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec le projet de ZAC Jean Monnet, à vocation principale d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat.

PARTICIPANTS

Présents à la réunion :

Pour la ville d'Eckbolsheim:

Lobstein André, maire

Spehner Guy, adjoint au maire

Muckensturm Jessy et Wiesel Nicolas

Pour l'Eurométropole de Strasbourg:

Yves Bur, vice-président

Stephan Zimmermann et Quentin Gilbaud

Pour le Scoters :

Catherine Adnet Valerio

Pour la chambre d'agriculture :

Dominique Métreau

Pour la Direction Départementale des Territoires:

Georges Soccoja

Absents:

Le Conseil Régional d'Alsace

Le Conseil Général du Bas-Rhin

La chambre des métiers

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin

OBJET DE LA RÉUNION

Georges Soccoja fait part de l'absence de la Chambre de commerce et d'industrie qui s'est excusée et qui n'a pas de remarque à formuler.

Il rappelle l'objet de la présente réunion, à savoir l'examen des conséquences de ce projet, sur les dispositions du plan local d'urbanisme (PLU) d'Eckbolsheim.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la procédure prévue aux articles L 123-14 et suivants du code de l'urbanisme. Celle-ci, conduite sous la responsabilité de l'État, permettra à la fois de déclarer d'utilité publique le projet, et d'assurer la mise en compatibilité du document d'urbanisme.

L'article L123-14-2 du code de l'urbanisme prévoit, avant l'ouverture de l'enquête publique, la tenue d'une réunion d'examen conjoint qui vise à discuter des changements qu'il convient d'apporter au PLU.

PRÉSENTATION DU PROJET ET DE SES INCIDENCES SUR LE PLU :

Messieurs Gilbaud et Zimmermann, pour l'Eurométropole, présentent les grandes lignes du projet d'aménagement qui se situe au nord de la rue de Wasselonne, dans le périmètre de la ZAC Jean Monnet, créée le 25 octobre 2013 par délibération du conseil de la communauté urbaine de Strasbourg.

A la suite des discussions et concertations menées depuis, il convient d'apporter quelques adaptations au projet initial, à savoir revoir les densités et hauteurs des bâtiments à usage d'habitation, la part des activités tertiaires, le tracé viaire, la localisation de la piste cyclable ainsi que le traitement végétal au sein de l'opération.

Ces adaptations nécessitent de modifier et compléter le rapport de présentation du PLU: la note de présentation du dossier sera annexée aux documents du PLU.

Le schéma d'aménagement sera également modifié pour expliciter graphiquement les nouveaux principes d'aménagement.

Enfin, les éléments du règlement, écrits aux articles 1 et 10 de la zone IAU, et apparaissant au plan de zonage au 1/2000, seront également modifiés.

Georges Soccoja demande que le tracé du zonage rectifié reprenne bien la trame en pointillé.

REMARQUES:

Au cours des débats, il est souligné l'intérêt de l'opération pour la commune, notamment en terme de densité et de diversité des logements, de mixité des fonctions, et de production de logements sociaux.

Des précisions sont apportées quant à la capacité de la procédure de zone d'aménagement concerté pour bien prendre en compte la mise en œuvre de ces objectifs.

M. Métreau fait part de l'intérêt qu'il y a à travailler avec les services de l'Eurométropole pour tenter de proposer une solution de relocalisation pour l'exploitant agricole horticulteur.

Aucune autre remarque portant sur le dossier de mise en compatibilité n'est émise par les participants.


CONCLUSION:

Georges Soccoja conclut en indiquant qu'il rédigera le compte rendu de cette réunion.

Ce compte rendu sera transmis à la direction des collectivités locales de la préfecture du Bas-Rhin, en charge de l'organisation de l'enquête publique.

Il sera joint au dossier d'enquête publique.

Celle-ci pourrait être programmée avant l'été.

Pour le Préfet
Le chef de l'atelier du SADT

Clémentine Brachet Sergent